

## REVUE DE PRESSE SECTEUR AGRICOLE RDC

### Vendredi 28 novembre 2008

#### Focus sur la province du Kasai Oriental et Kasai Occidental

---

Le Phare 23/10/08 Le taux de malnutrition au Kasai Oriental est le plus élevé du pays « A l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation, le Professeur Patrick Makala a lancé un cri de détresse au sujet de la crise alimentaire qui sévit à travers de la RD Congo et plus particulièrement dans la province du Kasai Oriental. » Voir page 2

ACP 03/11/08 Hausse de prix des denrées alimentaires à Mbuji-Mayi « Une hausse vertigineuse de prix des denrées alimentaires de consommation courante est observée actuellement sur l'ensemble des marchés de la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai Oriental. » Voir page 3

ACP 07/11/08 L'assemblée provinciale du Kasai Oriental sécurise les agriculteurs non originaires des milieux agro-pastoraux « L'assemblée provinciale du Kasai Oriental a, par une disposition adoptée en plénière, lors de l'examen de l'édit portant la relance des activités agro-pastorales au Kasai Oriental, manifesté sa préoccupation de sécuriser les planteurs non originaires des milieux à forte production agricole. » Voir page 4

ACP 21/11 Caritas Mbuji Mayi engagée dans la réhabilitation des ponts pour l'évacuation des produits agro-pastoraux « La Caritas Mbuji-Mayi s'atèle, dans le cadre des activités liées au projet aide et sécurité alimentaire, à la réhabilitation des ponts dans le but de faciliter l'évacuation des produits agro-pastoraux à travers ses sites d'intervention, concomitamment avec la réfection des routes de desserte agricole. » Voir page 4

ACP 21/11 Vers la mise sur pied d'un plan de développement agricole et rural au Kasai Occidental « Le Ministère Provincial du Développement territorial a examiné, lundi à Kananga, au cours d'une rencontre avec les experts, la possibilité de la mise sur pied d'un plan de développement agricole et rural au Kasai Occidental. » Voir page 4

#### Relance Agricole et Sécurité Alimentaire

---

**Radio Okapi 06/11/08 Kongolo: la production de maïs diminue sensiblement** « Le service de l'agriculture du territoire de Kongolo, au Nord-Katanga, s'inquiète de la baisse de la production agricole ces dernières années. » Voir page 4

**ACP 07/11/08 La culture de pomme de terre peut contribuer à la lutte contre la pauvreté et la crise alimentaire** « Le Ministre provincial du Développement Rural du Bas-Congo, a plaidé, à l'occasion de la journée internationale de la pomme de terre, pour la multiplication des initiatives de production de cette denrée alimentaire en RDC.» Voir page 5

**ACP 13/11/08 L'agriculture et le développement rural, deux domaines pour atteindre la sécurité alimentaire** « Le vice-premier ministre en charge des Besoins sociaux de base, a indiqué lors de la passation de pouvoirs aux ministres respectifs de l'Agriculture et du Développement Rural, que « les deux domaines étaient vitaux et stratégiques pour atteindre la sécurité alimentaire en RDC. » Voir page 5

**ACP 13/11/08 Appel à la relance du secteur agricole en RDC dans la lutte contre la pauvreté** « Le président de l'Association des Consommateurs de produits Vivriers (ASCOVI), a appelé le gouvernement de la RDC à activer le programme de relance du secteur agricole, de l'élevage et de la pêche que l'association a mis au point comme l'une des priorités dans la lutte contre la pauvreté. » Voir page 5

**ACP 24/11/08 Appel de la Commission économique pour l'Afrique pour faire face à la crise alimentaire**

« La Commission économique pour l'Afrique invite les pays africains à s'investir davantage pour le développement de l'agriculture, afin de faire face à la récente flambée des prix des denrées alimentaires et aux crises alimentaires mondiales qui s'annoncent, ainsi que celles qui ont déjà sévi dans quelques pays de l'Afrique et de l'Est. » *Voir page 6*

**ACP 25/11/08 La RDC peut donner une solution à la problématique de l'alimentation, selon le président de l'Assemblée Nationale** « La RDC peut donner une solution à la problématique de l'alimentation par les immenses potentialités agricoles dont elle dispose. » *Voir page 6*

**ACP 25/11/08 La vision du Ministre Basengezi pour la relance de l'agriculture dévoilée aux gouverneurs de provinces** « Le Ministre de l'Agriculture, Norbert Basengezi, a annoncé, à ce propos la mise en place des points focaux du gouvernement au niveau des gouvernements provinciaux. » *Voir page 6*

**Radio Okapi 23/11/08 3200 vélos pour les 750 secteurs et chefferies du pays** « 3200 vélos, à raison de 4 par secteur et chefferie, ont été mis à la disposition des gouverneurs de provinces en séjour à Kinshasa. » *Voir page 7*

**ACP 26/11/08 Engagement du Ministre de l'Agriculture à relancer la production animale au DAIPN** « Le Ministre de l'Agriculture, Pêche et Elevage, Norbert Basengezi, s'est engagé, mardi lors d'une visite dans les installations du Domaine Agro-Industriel et Pastoral de la N'sele (DAIPN), à relancer la production animale interrompue depuis 1995 en vue de lutter contre la crise alimentaire. » *Voir page 7*

**ACP 27/11/08 La Bad pour la réhabilitation du DAIPN** « La Banque Africaine pour le Développement (BAD) s'inscrit pour la réhabilitation d'urgence du DAIPN à Kinshasa. » *Voir page 7*

**Daily Nation 24/11/08 Razzia des pays riches sur les terres cultivables** « Afin d'accroître leur production agricole, certains pays occidentaux tentent à mettre la main sur des millions d'hectares au détriment des petits fermiers et des producteurs locaux. » *Voir page 8*

## **Conseil Agricole Rural de Gestion**

---

**ACP 19/11/08 Les ASBL du secteur agricole invitées à se regrouper en Conseil Agricole à Kinshasa** « M. Augustin Swebe Kindolo, inspecteur urbain de l'Agriculture, a invité lundi, les opérateurs de la société civile membres des associations sans but lucratif à caractère agricole oeuvrant à Kinshasa, à se regrouper en Conseil Agricole Rural de Gestion. » *Voir page 8*

**ACP 27/11/08 Conseil Agricole Rural de Gestion et Plan de Développement Agricole au Bandundu** « Dr. Alain Huart, a présidé un séance de travail axée sur le conseil agricole rural de gestion et le plan de développement agricole au Bandundu. » *Voir page 9*

## **Les Brèves**

---

*Voir page 9*

## **ARTICLES**

---

### **Le Phare 23/10/2008 Le taux de malnutrition au Kasai Oriental est le plus élevé du pays Par Sakaz**

A l'occasion de la célébration de la « Journée mondiale de l'alimentation », célébrée chaque année le 16 octobre, date de la création de la FAO, le Professeur Patrick Makala a lancé un cri de détresse au sujet de la crise alimentaire qui sévit à travers la Rd Congo et plus particulièrement dans la province du Kasai Oriental. Selon la FAO, cette crise sévit dans tous les secteurs, notamment financier, alimentaire ou pétrolier et laisse des traces indélébiles dans la population, particulièrement au sein des couches les plus démunies. La République Démocratique du Congo en est une des victimes. Selon Patrick Makala, le pays pouvait au moins atténuer certains effets pervers de la crise alimentaire si ses dirigeants, dans la gestion du secteur agricole, avaient été prévoyants. S'ils avaient considéré ce secteur comme prioritaire, non dans les slogans mais sur terrain et dans le

vécu quotidien du paysan et des exploitants agricoles. En 2006, les statistiques de la FAO indiquent que la sécurité alimentaire reste très préoccupante en Rd Congo : 72% de personnes sont sous alimentées (1.610 cal/personne/jour). Les données agricoles récentes sont inexistantes tout comme les statistiques. La dernière grande enquête agricole dans les provinces date de 1996/1997. Pour contrer cette crise et installer une administration de développement, le gouvernement a initié une réforme de l'Administration publique pilotée par le ministère de la Fonction publique – particulièrement celle de ses secteurs émergeant au budget de l'Etat et qui englobe la réforme au niveau de l'Administration du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage (MAPE). L'objectif affiché est la mise en place d'une administration réformée et capable d'appuyer l'Etat dans sa mission de lutte contre la pauvreté et pour assurer une sécurité alimentaire. Le Professeur Patrick Makala Nzengu, qui est l'une des cheffes ouvrières de la réforme de l'Administration agricole est directeur des services généraux du MAPE, il est aussi professeur dans plusieurs établissements d'Enseignement supérieur et universitaire, particulièrement à l'Université de Mbuji Mayi au Kasai Oriental. Il voit et vit dans cette province les effets nocifs de l'abandon du secteur agricole au profit de l'exploitation minière. Se confiant au Phare à l'occasion de cette Journée destinée à combattre la faim dans le monde, il avoue sa crainte de voir les conséquences de la crise alimentaire s'accroître davantage sur les Congolais et particulièrement sur la population du Kasai Oriental déjà fortement frappée par cette crise par rapport aux autres provinces, car son taux moyen de « Malnutrition globale aiguë » (MAG) est de 15%, et il approche le 18% dans certains coins de la province. Il tente de tirer la sonnette d'alarme en secouant les autorités tant provinciales que nationales car il est toujours bon de prévoir que de guérir. Un secteur abandonné où se débrouille 70% de la population. Les estimations les plus réalistes, selon Patrick Makala, se chiffrent à 70% le taux de la population vivant de l'agriculture à travers la province du Kasai Oriental. Une proportion qui est à peu près la même partout au pays. Pourtant, à l'époque coloniale, la Province du Kasai était réputée pour la production des céréales, tel que le maïs. Actuellement, les ménagères qui raffolaient les maïs du Kasai, réputés être de bonne qualité, n'en entendent même plus parler. Il en va de même des autres produits agricoles, tels que le manioc, les arachides, le riz, l'huile de palme, les ignames, etc. Actuellement la Ville de Mbuji Mayi et les principales cités de cette province tiennent le haut du pavé des agglomérations où la vie est la plus chère de la République. Normalement ce sont les villages et localités de l'intérieur de la province qui devraient approvisionner le chef-lieu. Mais curieusement c'est l'inverse car l'on constate que ce sont les petits ou grands commerçants de certaines cités viennent s'approvisionner en produits vivriers (manioc, maïs, arachides, riz, etc. ;) dans le chef-lieu de la Province ou vont les chercher dans les provinces voisines. La famine et le brigandage frappent actuellement de plein fouet Mbuji Mayi et la Province. L'exploitation minière a rendu un mauvais service à la population. Le secteur agricole a été négligé au Kasai Oriental à cause de l'exploitation industrielle et artisanale de diamant. Tout le monde rêvait d'être du jour au lendemain milliardaire grâce à une petite pierre appelée « diamant ». Les politiciens ont aggravé cette vision des choses en négligeant de promouvoir la scolarisation et l'agriculture. Il n'est pas rare d'entendre des jeunes à qui on conseille d'aller à l'école répondre que l'école « n'est pas l'argent » (Kalasa fualanga anyi ?). De même l'agriculture a été rabattue au dernier rang des soucis quotidiens des habitants de cette province et même sa voisine de l'Ouest qui à des nuances près vit la même misère, parce qu'avec un peu de chances, on finit par ramasser une fortune grâce au petit caillou. Pour le Professeur Patrick Makala les décideurs politiques de ces deux provinces doivent se rendre compte que les deux Kasai sont à la traîne sur le plan du combat contre la misère. Les solutions ne demandent que le courage aux décideurs. La province de Bandundu vient de montrer la voie à suivre en adoptant un plan de développement adapté à la province, tel que le recommande la Constitution de la République. Les deux Kasai qui ont 90% des terres agricoles non mises en valeur doivent suivre cet exemple sous peine de laisser leurs populations dans la misère. Pour cela, tout en faisant appel aux investisseurs, ils devraient éviter de bousculer ceux qui mettent déjà en valeur la terre. En outre, ils doivent mettre en place une politique foncière liée à l'exploitation familiale pour la rendre plus compétitive, rentable et la sécuriser. Les autorités doivent également mettre en place une politique qui oriente facilement les investisseurs privés vers le secteur agricole. Il faut prévoir l'harmonisation entre les codes agricole, minier et forestier. Le Conseil rural agricole de gestion devra en outre, pour stimuler la production agricole, assurer la sécurité juridique des paysans et des coopératives, limiter les taxes et tracasseries. Les dirigeants du Kasai oriental doivent s'imprégner de ces réalités pour combattre la crise alimentaire qui décime leurs populations.

### **ACP 03/11/2008 Hausse des prix des denrées alimentaires à Mbuji-Mayi**

Une hausse vertigineuse de prix des denrées alimentaires de consommation courante est observée actuellement sur l'ensemble des marchés de la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai Oriental. M. Jean-Rigobert Mulaji, administrateur du marché central de cette ville, a évoqué quelques difficultés rencontrées depuis la semaine dernière dans le recouvrement des taxes pour le compte du trésor public, à la suite de l'augmentation du prix de vente du maïs grain dont la mesure est passée de 1500 à 2000 FC alors que habituellement le coût ne dépasse pas 500 FC. Les opérateurs économiques attribuent cette hausse à l'achat de la marchandise en cette période de semis pour la saison culturale A tandis que les consommateurs accusent les vendeurs de stocker leurs produits pour créer la surenchère. Ainsi, les opérateurs économiques du marché central ne voient pas l'engouement dans les opérations, car les acheteurs ont sensiblement diminué à la suite notamment de l'impayement des agents de l'Etat et du personnel de la MIBA. Ils sont dans l'impossibilité de s'acquitter des

taxes et impôts dus à l'Etat. Les consommateurs dans plusieurs foyers ont décidé de changer leurs régimes alimentaires pour se rabattre sur le riz et le haricot en attendant la normalisation de la situation. D'autres, par contre, consomment de la nourriture à base de la farine de manioc seulement. De son côté, le gouvernement provincial constate la hausse de prix sur le marché sans annoncer aucune mesure.

#### **ACP 11/11/2008 L'assemblée provinciale du Kasai Oriental sécurise les agriculteurs non originaires des milieux agro-pastoraux**

L'Assemblée provinciale du Kasai Oriental a, par une disposition adoptée en plénière, lors de l'examen de l'édit portant la relance des activités agro-pastorales au Kasai Oriental, manifesté sa préoccupation de sécuriser les planteurs non originaires des milieux à forte production agricole, jadis victimes des tracasseries auprès des autochtones qui leur réclamaient des pourcentages sur la récolte, allant de 10 à 25%, indique-t-on au siège de cette institution. Cette disposition, souligne-t-on, met en garde toute personne physique ou morale qui ira à l'encontre de l'édit ainsi adopté et mis à la disposition de l'exécutif provincial pour exécution. Elle reconnaît, en outre, l'autorité coutumière de chaque entité, qui devra au préalable être consultée avant l'obtention par les tiers des terres arables et des concessions. L'édit recommande également que les concessions agricoles non exploitées par leurs propriétaires attirés, soient réattribués aux demandeurs dans le cadre de la promotion de l'agriculture au Kasai Oriental et la lutte contre la dépendance des produits agricoles provenant des autres provinces de la RDC.

#### **ACP 21/11/2008 Caritas Mbuji Mayi engagée dans la réhabilitation des ponts pour l'évacuation des produits agro-pastoraux**

La Caritas Mbuji-Mayi s'atèle, dans le cadre des activités liées au projet aide et sécurité alimentaire, à la réhabilitation des ponts dans le but de faciliter l'évacuation des produits agropastoraux à travers ses sites d'intervention, concomitamment avec la réfection des routes de desserte agricole. La revue « Echo Caritas Mbuji-Mayi » affirme, dans sa dernière livraison d'avril à septembre 2008, que cette structure diocésaine a réhabilité le pont Luvula sur l'axe reliant le territoire de Ngandajika, à plus de 70 Km à l'Est de la ville de Mbuji-Mayi. Ce pont long de 17 mètres sur près de 7 mètres de largeur, a une capacité estimée à 6 tonnes. Echo Caritas Mbuji-Mayi révèle également que le pont Kabondayi, sur le même axe, réhabilité en septembre 2008. Situé à 5 km de la mission catholique Katombe à Kalambayi, ce petit pont de 5 m sur 3 m30 à la même capacité de 6 tonnes. Un autre ouvrage à réaliser qui requiert l'intervention de l'autorité provinciale, c'est le pont Mulungayi dont les études de faisabilité ont été menées par les techniciens de la DVDA, division des voies de desserte agricole, accompagnés du chargé des infrastructures de la Caritas. Le coût total est estimé à 160 mille dollars US, pour un pont à béton complet. Ces ponts facilitent non seulement le transport et l'acheminement des produits agricoles de leurs milieux de production vers les centres de consommation, mais aussi favorisent l'échange des marchandises entre la ville et les villages.

#### **ACP 21/11/2008 Vers la mise sur pied d'un plan de développement agricole et rural au Kasai Occidental**

Le ministère provincial du Développement territorial a examiné, lundi à Kananga, au cours d'une rencontre avec les experts, la possibilité de la mise sur pied d'un plan de développement agricole et rural au Kasai Occidental, indique une dépêche de ce ministère parvenue jeudi à l'ACP. Le plan entend lutter contre la crise alimentaire qui sévit dans la province et prévoit, entre autres actions, la réhabilitation des anciens centres agricoles pour la production des semences améliorées (CAPSA) dans les territoires de Dibaya, Luiza et Mweka. Sept experts des domaines agricole et du développement rural seront retenus pour animer le comité de pilotage de ce plan qui sera chapeauté par le chef de l'exécutif provincial. Le projet d'un budget de l'ordre de 149.340 dollars US pour lequel la province contribuera avec 10% a été soumis au gouvernement central de la République pour appuyer la réalisation de ce plan de développement agricole et rural au Kasai Occidental, précise la dépêche.

#### **Radio Okapi 06/11/2008 Kongolo: la production de maïs diminue**

Le service de l'Agriculture du territoire de Kongolo, au Nord-Katanga, s'inquiète de la baisse de la production agricole ces dernières années. C'est le cas notamment du maïs. En 2007, la production de cette denrée était estimée à 190 tonnes, soit le 1/3 de la quantité de maïs produite en 2006. Le prix du maïs a presque triplé sur le marché local. Cette situation pourrait affecter les principaux débouchés de la production agricole de Kongolo : les villes de Kalemie et Lubumbashi notamment, et même certaines villes du Kasai, indique radiookapi.net. De 500 tonnes en 2006, la production de maïs est passée à 190 tonnes en 2007, d'après les statistiques du service de l'Agriculture. Du coup le bassin de maïs se vend aujourd'hui à 6500 francs congolais. L'année dernière, à la même période, le bassin revenait à 2500 francs. Le service de l'Agriculture se dit pessimiste même pour la saison culturale en cours. Ramazani Kyanga, inspecteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage: « Il y a eu d'abord des inondations qui ont endommagé beaucoup de champs, il y a aussi un grand nombre de jeunes gens qui se sont déversés vers les carrières, il y a aussi le manque de semences. Certains cultivateurs ont fait des grands champs, plusieurs hectares, mais ils manquent des semences. Sur l'ensemble du territoire, 10 chefferies et une cité, il ne nous reste que 7 moniteurs agricoles très âgés. » Le pessimisme est entrain de gagner aussi le reste des jeunes

paysans encore fidèles à la terre, à cause du mauvais état des routes. Compte tenu de toutes ces difficultés, le territoire de Kongolo risque de perdre sa position de grenier du Katanga et même du Kasai. Le territoire est réputé pour sa production de maïs, d'huile de palme, de riz, de bananes et d'ananas.

### **ACP 07/11/2008 La culture de la pomme de terre peut contribuer à la lutte contre la pauvreté et la crise alimentaire**

Le ministre provincial du Développement rural du Bas-Congo, Gaston Nginayevuvu, a plaidé, mercredi à l'occasion de la Journée internationale de la pomme de terre, célébrée dans le territoire de Mbanza-Ngungu, au Bas-Congo pour la multiplication des initiatives de production de cette denrée alimentaire en RDC, afin d'accroître les superficies cultivées par un plus grand nombre des nationaux. Il a placé ces initiatives dans le cadre des stratégies amorcées par la province pour lutter contre la crise alimentaire et réduire la pauvreté en milieu rural et urbain. Le ministre a salué les actions menées par la FAO à travers le projet d'horticulture urbaine et péri urbaine (HUP) dans plusieurs provinces du pays en vue de promouvoir cette culture. Le projet HUP accompagne les producteurs agricoles en ce qui concerne la production des tomates, de la carotte, du poivron ainsi que de la pomme de terre, indique-t-on. Le représentant de la FAO en RDC, Musa Saihou Mbenga, a relevé de son côté que la pomme de terre est une source importante de nourriture, d'emplois et de revenus dans les pays en développement. La pomme de terre est produite à grande échelle au Nord-Est, au Sud-Est ainsi qu'à l'Est de la RDC. Elle est aussi produite dans l'Ituri, le Nord et le Sud-Kivu, au Katanga et dans une faible proportion dans la cité de Mbanza-Ngungu. Selon les statistiques, une tonne de ce produit donne la récolte estimée à 20 et 25 tonnes à l'hectare, dans des conditions idéales. Son rendement reste élevé en trois mois de culture. Elle est prisée pour sa richesse en vitamine et en protéines. Par ailleurs, les associations des maraîchers ont souhaité une implication directe du gouvernement dans l'approvisionnement en semences de qualité et dans la réhabilitation de la station de recherche de M'vuazi, dans le Bas-Congo. Pour rappel, l'année 2008 a été déclarée par la FAO année internationale de la pomme de terre.

### **ACP 13/11/2008 L'agriculture et le développement rural, deux domaines pour atteindre la sécurité alimentaire, selon Mobutu Nzanga**

Le vice-Premier ministre en charge des Besoins sociaux de base, François-Joseph Mobutu Nzanga, a indiqué lors de la passation des pouvoirs aux ministres respectifs de l'Agriculture et du Développement rural, que « les deux domaines étaient vitaux et stratégiques pour atteindre la sécurité alimentaire en RDC ». Il a reconnu, à cet effet, que la sécurité alimentaire ainsi que le combat pour l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales constituaient la priorité du gouvernement. En sa qualité de coordonnateur de la commission des activités dans les domaines, il s'est dit déterminé à canaliser les investissements dans ces secteurs. Ce qui requiert des efforts de tout le monde pour atteindre les Objectifs du Millénaire de Développement, à savoir réduire la pauvreté et améliorer les revenus des paysans. Le vice-Premier ministre a, par ailleurs, fondé ses espoirs dans la publication du code agricole actuellement en examen au Parlement. Ce code constitue la feuille de route des secteurs agricole et rural pour les 25 prochaines années, a-t-il dit, en ce qu'il règle en même temps les questions liées à la fiscalité agricole, à la recherche et aux problèmes fonciers.

#### **APPEL A LA MOBILISATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE**

De son côté, le Ministre de l'Agriculture, Norbert Basengezi, a lancé un appel aux populations urbaines et rurales à se mobiliser pour le développement des secteurs agricole, avicole et piscicole en RDC. Le Ministre de l'agriculture, tient à s'appuyer sur l'administration de son ministère, les agences partenaires du système des Nations Unies ainsi que sur les populations congolaises. Les agences partenaires, telles la FAO, la CTB et autres bailleurs de fonds, ont montré leur volonté d'aider la RDC pour la résolution de la crise alimentaire, a-t-il souligné. Norbert Basengezi entend également mettre à contribution les partenaires sociaux comme les confessions religieuses, la Fédération des Entreprises au Congo (FEC) et les syndicats dans la mise en oeuvre des programmes d'autosuffisance alimentaire. Des nouvelles politiques agricoles seront mises en place pour une participation effective des techniciens agronomes ainsi que la jeunesse pour le développement du secteur agricole. Le Ministre du Développement Rural, Safi Adiki, ainsi que le vice-ministre Willy Mubobo Nzamba, ont également pris possession de leurs fonctions au cours de la même cérémonie de passation des pouvoirs.

### **ACP 13/11/2008 Appel à la relance du secteur agricole en RDC dans la lutte contre la pauvreté**

Le président de l'Association des consommateurs de produits vivriers (ASCOVI), Patrice Musoko Mbuyi, a appelé mercredi au cours d'un point de presse, le gouvernement de la RDC à activer le programme de relance du secteur agricole, de l'élevage et de la pêche qu'il a mis au point comme l'une des priorités dans la lutte contre la pauvreté. M. Musoko a fait savoir que ce programme dispose dans son contenu des axes de développement, notamment, la diversification des filières d'exportation agricoles, le développement de la production animale et halieutique, la distribution de semences améliorées, la relance des cultures des rentes et l'appui aux producteurs. Le président de l'ASCOVI estime que le gouvernement peut associer à ce programme toutes les opportunités que

les partenaires traditionnels notamment, la FAO, la BAD et le PNUD, offrent face à la conjoncture pour moderniser le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en RDC. Pour que ce pays, qui constitue un eldorado agricole, parvienne à réaliser l'ambition de devenir une puissance agricole au niveau mondial. La RDC, a-t-il ajouté, doit sortir de son attentisme pour favoriser l'autosuffisance alimentaire à sa population, et retrouver sa place de grande exportatrice des produits agricoles sur l'échiquier international, précisant que le développement rural contribue à environ 63 % au PIB (Produit intérieur brut), faisant vivre plus de 70 % de la population congolaise. M. Musoko a fustigé, par ailleurs, les insuffisances de connaissances dont souffrent la quasi-totalité des agriculteurs en République Démocratique du Congo qui ne disposent pas de possibilités d'investissements en faveur des techniques modernes devant leur permettre de mieux maîtriser et d'améliorer les rendements de la production dans un pays ayant environ 135 millions d'hectares de terres agricoles, soit 34 % du territoire national. Seulement, a-t-il affirmé, 10 % sont mis en valeur, affirmant que la FAO estime à 73 % les Congolais qui vivent dans l'insécurité alimentaire. Et les prévisions sont alarmantes, selon cet organisme du système des Nations Unies. La grande majorité de ceux qui souffrent de la faim sont des producteurs des denrées alimentaires à cause de leurs difficultés à accéder aux crédits et semences de haut rendement, précise-t-on.

#### **ACP 24/11/2008 Appel de la Commission économique pour l'Afrique pour faire face à la crise alimentaire**

La Commission économique pour l'Afrique invite les pays africains à s'investir davantage pour le développement de l'agriculture, afin de faire face à la récente flambée des prix des denrées alimentaires et aux crises alimentaires mondiales qui s'annoncent, ainsi que celles qui ont déjà sévi dans quelques pays de l'Afrique de l'Est. Dans un document remis vendredi à l'ACP dans le cadre de la journée africaine de la statistique célébrée le 18 novembre de chaque année, la commission a lancé un appel à ces Etats de travailler en collaboration avec le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), en vue du développement du secteur agricole africain qui demeure le secteur dominant dans la plupart des économies africaines. Ce programme vise à atteindre un taux de croissance annuel du Produit intérieur brut agricole de 6%, à réduire la pauvreté et à parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il vise également à aider les pays africains à améliorer leur croissance économique par un développement soutenu par l'agriculture en s'appuyant sur quatre piliers en Afrique, à savoir : La gestion des terres et des ressources en eau, les infrastructures rurales et capacités commerciales pour améliorer l'accès aux marchés, l'augmentation des réserves alimentaires et la réduction de la faim, ainsi que la recherche agricole, l'adoption et la diffusion de la technologie. La commission a enfin incité les Etats africains à arriver à comprendre comment atténuer les effets néfastes du changement climatique sur la production agricole.

#### **ACP 25/11/2008 La RDC peut donner une solution à la problématique de l'alimentation, selon le président de l'Assemblée Nationale**

La RDC peut donner une solution à la problématique de l'alimentation de par les immenses potentialités agricoles dont elle dispose. Le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe a fait cette déclaration lundi à l'aéroport de N'djili à Kinshasa, à son retour de Paris (France) où il venait d'échanger avec le président du FMI (Fonds monétaire internationale). Mettant en exergue la position géostratégique au sein de la sous-région des Grands lacs, de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et de la CEEAC (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale), le président de l'Assemblée nationale a demandé à la communauté internationale de s'impliquer pour instaurer la paix en RDC en vue de permettre aux institutions de fonctionner normalement. Vital Kamerhe qui était accompagné du président du Sénat, M. Kengo wa Dondo, a également fait savoir que ses entretiens avec le président du FMI lui ont permis de s'imprégner des mécanismes de prêt et de décaissement de fonds financiers ainsi que de saisir les contours de plusieurs projets financiers élaborés par le gouvernement et dont l'Assemblée nationale ignorait.

#### **ACP 25/11/2008 La vision du Ministre Basengezi pour la relance de l'agriculture dévoilée aux gouverneurs des provinces**

Le Ministre de l'Agriculture, Norbert Basengezi, a eu samedi, au Ministère de l'Intérieur et de la sécurité, une séance de travail avec les gouverneurs de provinces en séjour à Kinshasa, à qui il a dévoilé sa vision de la relance de l'agriculture dans le pays, en vue de prévenir la crise alimentaire mondiale à venir. Au cours de cette séance de travail dirigée par le ministre de l'Intérieur et de la sécurité, Célestin Mbuyu Kabongo, M. Basengezi, a remis à chaque chef de l'Exécutif provincial un dépliant faisant le résumé de la vision de son ministère, en vue de créer un cadre de collaboration entre celui-ci et les provinces. Le ministre de l'Agriculture a annoncé, à ce propos la mise en place des points focaux du gouvernement au niveau des gouvernements provinciaux, des envoyés du gouvernement central en province pour travailler avec les gouverneurs et faire un état des lieux de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. La vision du ministère de l'agriculture consiste en des projets prioritaires et actions urgentes en matière d'élevage, de l'Agriculture et de la pêche. Le ministre de l'Agriculture envisage dans ce contexte la relance de l'ex-DAIPN (ex-Domaine agro-industriel de la N'sele) à Kinshasa et l'extension de son projet dans chaque province pour répondre aux mêmes besoins alimentaires. Dans

l'agriculture, il est prévu la recherche des terres arables à disponibiliser aux confessions religieuses ou aux organisations non gouvernementales (ONG). Il est également prévu l'agro-industrie pour transformer des produits de culture, d'élevage et de pêche afin d'augmenter leur valeur ajoutée et, par conséquent, une contribution au PIB (produit intérieur brut). Dix pour cent (10 %) des terres arables seulement sont à ce jour cultivées en République Démocratique du Congo. Un état des lieux de tous les projets financés par les partenaires sera fait, a-t-il dit. Par ailleurs, sept cents tracteurs ont été commandés, dans le cadre du programme des cinq chantiers. Ils seront gérés par les centres agricoles. Le doyen des gouverneurs, Médard Autsai Asenga, gouverneur de la province Orientale, a loué l'initiative de telles rencontres. Le gouverneur du Bandundu, Richard Ndambu, s'est félicité de cette planification qui constitue une démarche stratégique qui devra permettre de faire face à la crise alimentaire.

#### **Radio Okapi 23/11/2008 3200 vélos pour les 750 secteurs et chefferies du pays**

3200 vélos, à raison de 4 par secteur et chefferie, ont été mis à la disposition des gouverneurs de provinces en séjour à Kinshasa. Le Ministre de l'Agriculture, qui a présidé la cérémonie de remise, a indiqué que ce premier lot permettra aux agents relevant de son secteur de passer d'un village à un autre pour assurer l'assainissement des rues et la bonne tenue des activités champêtres. Par ce geste, Norbert Basengezi Katintima entend restaurer la politique de proximité dans le cadre de la lutte contre la crise alimentaire. Le Ministre de l'Agriculture est convaincu que, si ces moyens de locomotion sont utilisés à bon escient comme à l'époque, la RDC passerait l'année prochaine de 10% de terres arables à 45%.

#### **ACP 26/11/2008 Engagement du Ministre de l'Agriculture à relancer la production animale au DAIPN**

Le ministre de l'Agriculture, pêche et élevage, Norbert Basengezi, s'est engagé, mardi, lors d'une visite dans les installations du Domaine agro-industriel et pastoral de la N'Sele (DAIPN), à relancer la production animale, interrompue depuis 1995 en vue de lutter contre la crise alimentaire. M. Norbert Basengezi a exprimé à cet effet la volonté du Chef de l'Etat et du 1<sup>er</sup> ministre de réhabiliter cet outil de production d'œufs, poulets et d'aliment pour volaille et bétail. Il a émis le vœu que des investissements à venir puissent être canalisés vers des objectifs visibles. Le ministre en charge du secteur agricole estime que la relance du DAIPN avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD) se présente comme une piste de solution urgente pour répondre au problème de la crise alimentaire dans la ville de Kinshasa. Le ministère de l'Agriculture s'engage ainsi à étendre ce projet DAIPN dans chaque province pour répondre au même besoin. Le personnel engagé au DAIPN s'est dit par ailleurs confiant en la détermination du gouvernement de relancer la production avicole à Kinshasa. Selon des indications recueillies auprès de ce personnel, le DAIPN est en mesure de produire 40 tonnes d'aliments pour volaille et bétail par jour et dispose de 45 hangars pouvant abriter 3.000 poussins pour la production des poulets de chair.

#### **ACP 27/11/2008 La BAD pour la réhabilitation du DAIPN**

La Banque africaine de développement (BAD) s'inscrit pour la réhabilitation d'urgence du Domaine agro-industriel et pastoral de la N'Sele (DAIPN) à Kinshasa, selon le représentant de cette institution financière à Kinshasa, Medjono Coulibaly. L'urgence et la nécessité de réhabiliter ce domaine, avec des infrastructures à rentabiliser, ont dicté le choix de la BAD à appuyer le gouvernement de la RDC dans la relance des activités du DAIPN, a dit M. Medjono Coulibaly, lors de la visite de constat de lieux effectuée mardi dans les installations sous la conduite du ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'élevage, Norbert Basengezi. Le représentant de la BAD a salué aussi bien la détermination du personnel de cette société à bien gérer l'outil de production que la volonté du gouvernement d'aider la population congolaise à se prendre en charge en créant des conditions idéales de travail. La BAD a mis en place un mécanisme d'urgence avec un montant à déterminer pour la relance du DAIPN, a-t-il annoncé avant de préciser que le gouvernement ne pourrait s'en tenir qu'au résultat sur terrain avec une bonne capacité d'absorption des montants alloués.

#### **ENGAGEMENT DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE RELANCER LA PRODUCTION ANIMALE AU DAIPN**

Le ministre de l'Agriculture, pêche et élevage, Norbert Basengezi s'est engagé mardi lors d'une visite dans les installations du Domaine agro-industriel et pastoral de la N'sele, à relancer la production animale interrompue depuis 1995 en vue de lutter contre la crise alimentaire. M. Basengezi a exprimé à cet effet la volonté du Chef de l'Etat et du gouvernement de réhabiliter cet outil de production d'œufs, des poulets, d'aliments pour volaille et bétail. Il a émis le vœu que les investissements à venir puissent être canalisés vers des objectifs visibles. Le ministre de l'Agriculture a indiqué que la relance du DAIPN avec l'appui de la BAD se présente comme une piste de solution, un geste pour répondre au problème de la crise alimentaire dans la ville de Kinshasa. Le ministère de l'Agriculture a pris la résolution d'étendre le projet de DAIPN dans toutes les provinces du pays afin de répondre au même besoin. Cette entreprise est en mesure de produire 40 tonnes d'aliments pour volaille et bétail par jour et dispose de 45 hangars pouvant abriter 3.000 poussins pour la production des poulets de chair,

a-t-on appris sur les lieux.

### **Daily Nation 24/11/2008 Razzia des pays riches sur les terres cultivables**

**Par Paul Redfen**

Afin d'accroître leur production agricole, certains pays occidentaux tentent de mettre la main sur des millions d'hectares au détriment des petits fermiers et des producteurs locaux. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les pays riches achèteraient d'immenses terrains dans toute l'Afrique subsaharienne afin d'y créer des exploitations agricoles destinées soit à l'alimentation, soit à la production de biocarburants. Au dire de Jacques Diouf, directeur général de la FAO, un certain nombre d'Etats et d'entreprises occidentales mettraient la main sur des millions d'hectares de terres agricoles dans les pays en développement, leur but étant d'assurer leurs approvisionnements alimentaires à long terme. M. Diouf fait valoir que la multiplication de ces transactions pourrait entraîner une forme de néocolonialisme, des Etats pauvres produisant de la nourriture pour les pays riches aux dépens de leur propre population affamée. Le quotidien britannique The Guardian affirme que la flambée des prix alimentaires à l'échelle mondiale a d'ores et déjà déclenché une deuxième "ruée vers l'Afrique". Mi-novembre, Daewoo Logistics a annoncé un projet d'achat d'une concession de 1 million d'hectares à Madagascar pour une durée de 99 ans. La société sud-coréenne veut y cultiver 5 millions de tonnes de maïs par d'an d'ici à 2023 et produire de l'huile de palme à partir d'une autre concession de 120 000 hectares, en faisant appel à une main-d'œuvre principalement sud-africaine. La production serait destinée avant tout à la Corée du Sud. "Sur un certain plan, ce ne sont que des projets commerciaux, mais ils sont souvent soutenus par tel ou tel Etat, car ils obéissent à des impératifs de sécurité alimentaire", confirme Carl Atkin, consultant chez Bidwells Agribusiness, une société de Cambridge qui a contribué à négocier certains des contrats d'achat de terrains internationaux. Les autorités malgaches ont déclaré qu'elles ne donneraient leur feu vert à l'accord avec Daewoo qu'après la réalisation d'une étude d'impact environnemental, mais elles se félicitent de cet investissement. Jusqu'à présent, cette gigantesque concession est la plus importante d'une série d'accords fonciers conclus depuis la hausse des prix alimentaires, qui a débuté à la fin de 2007. "Dans le contexte des ventes de terres arables, il s'agit d'une opération sans précédent, assure Carl Atkin. Nous sommes habitués à des transactions portant sur 100 000 hectares. Cette fois, c'est dix fois plus." En juin 2008, lors du sommet sur la sécurité alimentaire, il avait été décidé d'accroître les investissements et l'aide au développement en faveur des agriculteurs africains, afin que ceux-ci puissent réagir à la hausse des prix en produisant davantage. Mais les gouvernements et les entreprises de certains pays qui disposent de liquidités mais manquent de terres agricoles ont pris le parti de ne pas attendre la réaction des marchés mondiaux. Ils essaient de garantir leur propre accès à la nourriture, à long terme, en achetant des terres dans les pays pauvres. Pour l'heure, ces rachats sont généralement bien accueillis par les pays en développement. Ainsi, dans un contexte de récession, le ministre malgache de la Réforme foncière a assuré que le produit de ces ventes irait aux infrastructures et au développement dans les zones exposées aux inondations. Le Soudan cherche également à attirer des investisseurs pour ses quelque 900 000 hectares de terres, et le Premier ministre d'Ethiopie, Meles Zenawi, a courtoisé les investisseurs saoudiens. D'immenses terrains en Tanzanie ont également éveillé l'intérêt de sociétés occidentales qui s'intéressent à la production de biocarburants. "S'il s'agissait d'une négociation entre partenaires égaux, cela pourrait être une bonne chose, commente Duncan Green, directeur de recherche chez Oxfam. Mais le problème, c'est que, dans cette ruée vers les terres, aucune place n'est accordée aux petits exploitants." Alex Evans, du Centre de coopération internationale à l'université de New York, estime pour sa part que "les petits agriculteurs sont déjà perdants : les gens qui n'ont pas de titres de propriété en bonne et due forme vont sans doute être chassés". Les détails des accords fonciers sont généralement tenus secrets, si bien qu'on ne sait pas s'ils prévoient des garanties pour les populations locales. "Il n'y a guère d'économies d'échelle dans l'agriculture au-dessus du niveau de l'exploitation familiale, explique Steve Wiggins, expert britannique en développement rural à l'Overseas Development Institute, car la gestion de la main-d'œuvre est extrêmement difficile." Les investisseurs pourraient aussi devoir faire face à une vague d'hostilité. "Si j'étais conseiller en risques politiques auprès des investisseurs, poursuit-il, je leur dirais qu'ils ont intérêt à se méfier. Car la terre est une question très sensible. Cela peut très mal tourner si l'on ne tire pas les leçons de l'Histoire."

### **ACP 19/11/2008 Les asbl du secteur agricole invitées à se regrouper en conseil agricole à Kinshasa**

M. Augustin Swebe Kindolo, inspecteur urbain de l'Agriculture, a invité lundi, au cours d'un entretien avec l'ACP, les opérateurs de la société civile membres des Associations sans but lucratif à caractère agricole oeuvrant à Kinshasa, à se regrouper en conseil agricole, rural et de gestion au niveau de leurs communes d'influence pour bénéficier de l'assistance de la cellule de réforme du ministère de l'Agriculture. L'aide de ce dernier ministère envers les associations concernées consiste en la formation et à leur trouver des bailleurs de fonds, a précisé M. Swebe qui a signalé qu'un conseil de ce genre a été installé dernièrement dans la commune de Nsele. M. Swebe demande, par ailleurs, aux personnes animant des telles associations à travers la ville, de déposer leurs dossiers au niveau de la division urbaine de l'Agriculture située sur l'avenue des Huileries dans la commune de Gombe. Créé en 2003, le conseil est une structure de concertations inscrite dans la restructuration du ministère de l'Agriculture qui permet de réguler et de répartir les compétences en la matière entre l'Etat

central et les provinces. Ayant comme principal but de garantir la sécurité alimentaire, de promouvoir la production agricole et de lutter contre la pauvreté, cette structure a déjà été expérimentée pendant trois ans dans le Bandundu, retenu jadis comme province pilote.

#### **ACP 27/11/2008 Conseil Agricole Rural de Gestion et Plan de Développement Agricole au Bandundu**

Dr. Alain Huart, médecin vétérinaire et expert au ministère national de l'Agriculture, pêche et élevage, a présidé mardi dans la salle de réunion du gouvernement de Bandundu, une séance de travail axée sur le conseil agricole de gestion (CAG) et plan de développement agricole au Bandundu, a-t-on constaté. Cette séance, a-t-il indiqué, a consisté à revaloriser le secteur agricole à travers la province de Bandundu d'assurer la sécurité alimentaire de la population et combattre la malnutrition. Pour y parvenir, quelques stratégies du plan de relance de l'agriculture dans cette province ont été enregistrées à savoir ; le renforcement des organisations paysannes et syndicats paysans, le recadrage de la mission de l'Etat et le renforcement des services sur leur mission, la bonne gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et enfin la diversification de l'agriculture. Auparavant, le ministre provincial de l'Agriculture, pêche et élevage, M. Roger Coco Pembe avait indiqué dans son mot de clôture que l'agriculture est le secteur prioritaire au Bandundu. Il englobe plus de 85% de la population, avant de faire voir la nécessité de la mise en route d'un vrai programme agricole susceptible de piloter toutes les actions de promotion agricole dans cette entité.

---

**ACP 30/10/2008 Fermeture de la pêche au Katanga pour trois mois** Le gouvernement du Katanga a signé lundi l'arrêté provincial n°2008/0066 du 27 octobre 2008 portant fermeture de la pêche, pour une durée de trois mois, dans le fleuve Congo et toutes les rivières, les cours d'eau et lacs situés sur toute l'étendue de la province. Aux termes de cet arrêté, la pêche est fermée du 1er décembre 2008 au 28 février 2009.

**ACP 07/11/2008 Une délégation des investisseurs canadiens pour la relance du secteur agricole dans la province Orientale** Ces investisseurs ont cherché un compromis pour un partenariat visant la relance des activités agricoles au complexe sucrier de Lotokila pour la production du sucre et de l'éthanol comme biocarburants ainsi que l'exploitation d'une pêcherie industrielle sur le lac Albert à Bunia.

**ACP 06/11/2008 Les ingénieurs A0 et A1 de l'agriculture sollicitent du gouvernement l'annulation du barème intermédiaire** et de considérer seule la grille barémique harmonisée consensuelle des professionnels de l'agriculture. M. Mamba Mamba, président de l'Association des Ingénieurs Agronomes au Congo (ASSIAC), a formulé ce voeu à la direction de la paie de la Fonction Publique à l'occasion de la marche de protestation des ingénieurs A0 et A1.

**ACP 04/11/2008 Le bien fondé du Codex Alimentarius expliqué aux membres de Copemeco** Un expert du Ministère de l'Economie et du commerce a au cours de l'atelier de renforcement des capacités des leaders membres de la Copemeco, éclairé le bien-fondé de la normalisation internationale des aliments (Codex Alimentarius). Les entrepreneurs de la Copemeco qui sont dans la chaîne de production, sont appelés à maîtriser les normes qui régissent les pays en vue de donner une valeur ajoutée à leurs produits et de prospérer dans leurs affaires.

**ACP 17/11/2008 Quinze tonnes à l'hectare, le rendement de la culture de manioc au plateau des Batéké à Kinshasa** La culture du manioc de la variété « RAV » peut donner en moyenne un rendement de 15 tonnes à l'hectare au Plateau des Batéké, dans la commune urbano-rurale de Maluku, à Kinshasa.

**ACP 20/11/2008 1900 ménages bénéficient des boutures saines du manioc à Shabunda** Mille neuf cent ménages viennent de bénéficier des boutures saines du manioc résistantes à la mosaïque. L'opération de distribution de ces boutures est menée par l'ONG Food for Hungry International (FHI) notamment en localités de Lungungu, Matili et Shabunda centre.

**ACP 21/11/2008 L'ATVCO se propose de se doter d'une ferme pilote à Kinshasa** et dans la province du Bas Congo pour élever les bovins, les porcins, les volailles et d'autres espèces d'animaux.

**ACP 25/11/2008 Menace de destruction de la réserve de Luki** Le gouvernement du Bas-Congo a, en réponse à un rapport du comité de pilotage de la réserve forestière de Luki, dans le secteur de Patu, territoire de Lukula, district du Bas-Fleuve, diligenté une mission interministérielle d'enquête composée des Ministres provinciaux de l'environnement; de l'Intérieur et de la Justice pour statuer la destruction systématique de cette réserve dans sa partie centrale par des scieurs de long et des charbonniers.

**ACP 25/11/2008 Des comités locaux de développement installés dans la périphérie e la réserve de Luki** Cinquante comités locaux de développement (CLD) ont été installés autour de la réserve de biosphère de Luki sous la supervision de trois ONG locales, avec pour mission d'aider les paysans à se prendre en charge autour du projet d'appui à la sécurité alimentaire. Initié par l'ONF internationale de protection et de conservation de la nature WWF avec un financement de l'UE, ce projet a une durée de 4 ans et vise notamment l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, et de toute la population, à partir des initiatives volontaires.

**restructuration des services centraux et régionaux du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de  
l'Elevage – Coopération Technique Belge RDC 07 089 11**